

# Dix-sept personnes interpellées pour s'être introduites dans une cimenterie Lafarge lors d'une action climat

Par Le Figaro avec AFP

Publié il y a 3 heures,

Mis à jour il y a 2 heures

**Les activistes avaient fait irruption le 10 décembre sur un site cimentier à Val-de-Reuil, mais avaient réussi à s'échapper à l'arrivée des forces de l'ordre. Des dégradations estimées à plus de 450.000 euros avaient été commises.**

Dix-sept personnes suspectées d'intrusion et de dégradations dans une cimenterie Lafarge à Val-de-Reuil (Eure) en décembre ont été interpellées lundi et placées en garde à vue, selon le procureur d'Evreux. «*En début de matinée, les services d'enquête saisis ont procédé à l'interpellation de 17 personnes, suspectées d'avoir fait partie des auteurs des faits*», a indiqué le procureur Rémi Coutin dans un communiqué. Seize des interpellés l'ont été en Normandie, et un en Seine-Saint-Denis, tous sont majeurs, selon le communiqué.

Le 10 décembre, lors d'une journée nationale de mobilisation d'activistes climatiques contre les cimentiers, une centaine de personnes s'étaient introduites sur le site industriel de Lafarge (groupe Holcim) à Val-de-Reuil. «*Vêtues de combinaisons blanches, les visages dissimulés et porteuses de gants*», selon la même source, ces personnes avaient empêché l'agent de sécurité de sortir de son local avant de se livrer à «*d'importantes dégradations*». Des tags «*demain sera sans béton ou ne sera pas*», «*Lafarge terroriste*», «*le béton tue*», «*drogués au béton? Qui est votre dealer? Emmanuel Maprou? Daesh? JO?*» ainsi que le symbole des «*Soulèvements de la Terre*» avaient été relevés à «*plusieurs endroits*», d'après le parquet.

## Nombreuses dégradations

Les dégradations - mousse expansive à l'intérieur de plusieurs appareils, béton dans une arrivée d'eau, un contenant de billes de polystyrène et des sacs de ciment éventrés ou encore vitres brisées - sont estimées à plus de 450.000 euros. Les activistes avaient pris la fuite «*à l'arrivée d'une patrouille de police du commissariat de Val-de-Reuil en bousculant les policiers*» qui n'avaient pas pu les interpellier.

Une enquête avait été ouverte pour séquestration, destructions/dégradations graves en réunion, participation à une association de malfaiteurs et violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique sans incapacité. Elle est confiée à la Sous-direction anti-terroriste (SDAT) de la Direction nationale de la police judiciaire et la Direction territoriale de la police judiciaire de Rouen.

Le 10 décembre, des manifestations avaient eu lieu également devant des sites Lafarge à Paris, dans le Maine-et-Loire, dans le Puy-de-Dôme, en Ardèche ou encore dans l'Allier, pour dénoncer l'impact climatique de cette industrie. La production de ciment et de béton représente 8% des émissions de CO2 mondiales, plus que le transport aérien et le transport maritime réunis, admettent les professionnels.

## La rédaction vous conseille

- [Val-de-Reuil : comment une ville normande s'est retrouvée au cœur d'un affrontement communautariste](#)
- [Lily Gladstone: «Beaucoup d'activistes du climat pratiquent une sorte d'éco-fascisme»](#)
- [Des activistes du climat forcent l'arrêt de la navigation sur le Rhin à Bâle](#)

## Sujet

Lafarge